

## **TEXTE ORIGINAL**

1311 mots

## **VERSION PUBLIÉE DANS LA PRESSE ET SUR CYBERPRESSE**

609 mots

### **Désinformation à Cuba... et ailleurs**

Le 20 mars 2003 débutaient les frappes américaines en Irak. Deux jours plus tôt, c'était le régime de Fidel Castro qui frappait le mouvement dissident cubain. La question des 27 journalistes détenus depuis provoque bien des réactions. Alors que la liberté de presse et la manipulation de l'information sont au cœur du débat, les différents protagonistes se relancent et s'accusent de plus belle. Analyse de la situation.

**Moïse Marcoux-Chabot – Québec, 21 mars 2004**

Les faits d'abord. Il y a un an, le 18 mars 2003, sévissait à Cuba une vague de répression importante. L'opération menée par les autorités cubaines a conduit à l'arrestation et à la détention de 75 dissidents au gouvernement castriste, dont 27 journalistes indépendants. Le 9 avril, le sort de 71 d'entre eux était fixé, les sentences variant entre 6 et 28 années de prison. L'opinion publique internationale n'a pas tardé à condamner cette opération, considérant les détenus comme des prisonniers d'opinion et accusant Cuba de « graves violations des droits fondamentaux [de l'Homme] »<sup>1</sup>.

### **Désinformation à Cuba... et ailleurs**

Deux jours avant le début des frappes américaines en Irak, le 20 mars 2003, c'était le régime de Fidel Castro qui frappait le mouvement dissident cubain. La question des 27 journalistes détenus depuis provoque bien des réactions. Alors que la liberté de presse et la manipulation de l'information sont au cœur du débat, les différents protagonistes se relancent et s'accusent de plus belle. Analyse de la situation.

**Moïse Marcoux-Chabot**

**Collaboration spéciale**

L'opération menée par les autorités cubaines a conduit à l'arrestation et à la détention de 75 dissidents au gouvernement castriste, dont 27 journalistes indépendants. 71 d'entre eux ont eu leur sentence ce printemps, variant entre 6 et 28 années de prison. L'opinion publique internationale n'a pas tardé à condamner cette opération, considérant les détenus comme des prisonniers d'opinion et accusant Cuba de "graves violations des droits fondamentaux de l'Homme"<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Amnesty International, *Cuba : Le point sur les suites de la répression*, <http://web.amnesty.org/library/index/fraamr25035200>, 30 juillet 2003

## Reporters sans frontières dénonce

La majorité des nations qui commençaient à être plus favorables vis-à-vis la réintégration de Cuba dans les relations politiques et économiques internationales semblent avoir révisé leurs positions depuis les arrestations. Les critiques sont nombreuses, d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique. D'ailleurs, l'organisme international Reporters sans frontières mène une campagne massive de mobilisation visant à dénoncer la répression subie par la presse sur l'île de Cuba, qu'il surnomme « la plus grande prison de journalistes au monde »<sup>2</sup>. Ce groupe de défense de la liberté de presse ne cesse de rappeler à la communauté internationale l'état de la situation. Leur site internet<sup>3</sup> et leur dernière publication<sup>4</sup> critiquent ouvertement la politique de traitement de l'information du régime cubain. La campagne est encore d'actualité, le premier anniversaire de l'événement ayant donné lieu à la conférence bruxelloise intitulée *L'Europe dit non à la répression à Cuba*. Cette conférence a servi au lancement d'une déclaration du même nom qui réclame la libération des détenus et que tous les députés européens sont appelés à signer.<sup>5</sup> Mais çà et là, d'autres voix se font entendre.

Les critiques sont nombreuses, d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique. L'organisme international Reporters sans frontières (RSF) mène une campagne massive de mobilisation visant à dénoncer la répression subie par la presse sur l'île de Cuba, qu'il surnomme "la plus grande prison de journalistes au monde"<sup>2</sup>.

Le premier anniversaire de l'événement a donné lieu à la conférence bruxelloise intitulée *L'Europe dit non à la répression à Cuba*. Elle a servi au lancement d'une déclaration du même nom, qui réclame la libération des détenus et que tous les députés européens sont appelés à signer. Mais, ici et là, d'autres voix se font aussi entendre.

---

<sup>2</sup> Reporters sans frontières, *La plus grande prison de journalistes au monde*, [http://www.rsf.org/rubrique.php?id\\_rubrique=360](http://www.rsf.org/rubrique.php?id_rubrique=360), page consultée le 20 mars 2004

<sup>3</sup> RSF, <http://www.rsf.org>

<sup>4</sup> RSF, *Cuba : le livre noir*, Éditions La Découverte, Paris, Mars 2004, 224 pages.

<sup>5</sup> RSF, *Déclaration de Bruxelles : L'Europe dit non à la répression à Cuba*, [http://www.rsf.org/IMG/pdf/Declaration\\_de\\_Bruxelles.pdf](http://www.rsf.org/IMG/pdf/Declaration_de_Bruxelles.pdf), 18 mars 2004

## La crédibilité de RSF est questionnée

Michael Walsh, de l'Association Québécoise des Ami(e)s de Cuba, n'hésite pas à accuser RSF de désinformation dans une lettre ouverte datée du 5 mars 2004. Il y affirme que « Reporters sans frontières et son directeur à vie, Robert Ménard, se sont donné une priorité [...] qui est celle de salir Cuba »<sup>6</sup>. M. Walsh n'est pas le seul à questionner la crédibilité de l'organisme et à montrer l'autre côté de la médaille. Rappelons en effet que RSF s'est vu interdire l'accès au *Sommet Mondial de l'information* en décembre et qu'il est suspendu pour un an de la *Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies*. Du côté de l'Amérique latine, la presse officielle cubaine, certains médias alternatifs et quelques spécialistes dénoncent aussi la désinformation entourant Cuba, sans nécessairement approuver la mise en captivité des dissidents. Pour expliquer le traitement réservé à Cuba, ces sources évoquent entre autres le financement douteux de RSF, les relations de Robert Ménard avec le milieu de l'extrême-droite, le blocus américain de l'île (renforcé par la loi Helms-Burton de 1996) et la crédibilité même des journalistes arrêtés.<sup>7</sup> Qui étaient exactement ces 27 journalistes ?

Michael Walsh, de l'Association québécoise des Ami(e)s de Cuba, n'hésite pas à accuser RSF de désinformation et de vouloir salir Cuba. Il n'est pas le seul à mettre en doute la crédibilité de l'organisme. Du côté de l'Amérique latine, certains médias alternatifs et quelques spécialistes dénoncent aussi la désinformation entourant Cuba, sans nécessairement approuver la mise en captivité des dissidents. La situation des médias cubains est quant à elle particulière.

---

<sup>6</sup> AQAC, Réaction au rapport 2003 de RSF, <http://www.iquebec.ifrance.com/aqac/pdfs/tx00105.pdf>, 5 mars 2004

<sup>7</sup> LAMRANI Salim, *Reporters sans frontières : Défenseurs de la liberté de presse ou ennemis de la révolution cubaine*, [http://perso.club-internet.fr/vdedaj/cuba/rsf\\_obsession\\_cuba.html](http://perso.club-internet.fr/vdedaj/cuba/rsf_obsession_cuba.html), page consultée le 20 mars 2004

## Défenseurs de la liberté d'expression...

La situation des médias cubains est particulière. Les quelques stations de télévision et de radio et la presse écrite sont de propriété étatique ou bien sont soumises à un fort contrôle de leur contenu, selon RSF.<sup>8</sup> Plusieurs lois, dont la loi 88 -adoptée par le régime castriste en 1999- sanctionnent fortement toute collaboration avec des médias étrangers qui nuirait à la nation ainsi que la propagande contre-révolutionnaire. Conséquemment, les citoyens cubains ont accès à une information parfois déficiente, représentant principalement les intérêts idéologiques du Parti Communiste. Ces mesures entrent en conflit avec la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, qui stipule que chacun a le droit « de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».<sup>9</sup>

Pour pouvoir exercer ce droit d'expression, de nombreux Cubains se sont regroupés dans des associations de presse indépendantes qui, bien qu'illégales, sont parfois tolérées. Le contrôle de l'information est toutefois toujours présent, ces journalistes ne pouvant publier qu'à l'extérieur du pays, souvent au prix de pénibles efforts. Les nouvelles non-officielles de Cuba parviennent habituellement de ces sources, qui communiquent avec des médias étrangers ou diffusent sur Internet. Un bouleversement a eu lieu de décembre 2002 à mars 2003, lorsque des regroupements ont lancé deux revues indépendantes sur le territoire de l'île, une première depuis 40 ans.<sup>10</sup>

Les autorités n'ont pas tardé à réagir, plusieurs des 27 journalistes arrêtés en mars ayant collaboré à ces publications. La rafle du 18 mars 2003 a été suivie par une série de procès, dont les résultats ont été connus le 9 avril. Depuis, les dissidents ont été emprisonnés aux quatre coins de Cuba, dans des conditions dénoncées par plusieurs organismes de défense des droits de l'homme. Parmi eux, Omar Rodríguez Saludes, directeur de *Nueva Prensa*,<sup>11</sup> est condamné à 27 ans de prison et Raúl Rivero Castañeda, directeur de *Cuba Press*,<sup>12</sup> à 20 ans.

Les quelques stations de télévision et de radio et la presse écrite sont de propriété étatique ou bien sont soumises à un fort contrôle de leur contenu. Plusieurs lois, dont la loi 88-adoptée par le régime castriste en 1999 - sanctionnent fortement toute collaboration avec des médias étrangers qui nuirait à la nation, ainsi que la propagande contre-révolutionnaire.

Un bouleversement a eu lieu de décembre 2002 à mars 2003, lorsque des regroupements ont lancé deux revues indépendantes sur le territoire de l'île, une première depuis 40 ans. Les autorités n'ont pas tardé à réagir, plusieurs des 27 journalistes arrêtés en mars ayant collaboré à ces publications.

<sup>8</sup> RSF, *Harcèlement, exil, incarcération : Une centaine de journalistes indépendants face à l'État*, [http://www.rsf.org/article.php3?id\\_article=3172](http://www.rsf.org/article.php3?id_article=3172), 1<sup>er</sup> septembre 2000

<sup>9</sup> ONU, *Déclaration universelle des droits de l'homme (Article 19)*, <http://www.un.org/french/aboutun/dudh.htm>, 10 décembre 1948

<sup>10</sup> *Revista de Cuba et Luz Cubana*, à télécharger en espagnol sur [http://www.rsf.org/article.php3?id\\_article=7313](http://www.rsf.org/article.php3?id_article=7313)

<sup>11</sup> <http://www.nuevaprensa.org/>

<sup>12</sup> <http://www.cubafreepress.org/>

### ... ou simples marionnettes ?

La désinformation provient-elle seulement du gouvernement de Castro ? Apparemment non. La presse indépendante cubaine reçoit aussi de nombreuses critiques. On l'accuse d'être manipulée par le gouvernement américain et la mafia anti-cubaine de Miami dans une tentative de déstabilisation du régime. La compétence journalistique même des dissidents arrêtés est mise en doute. En effet, seulement quatre d'entre eux possédaient un diplôme universitaire en journalisme ou en communication. Nestor Bager, fondateur en 1992 de l'Association des Journalistes Cubains Indépendants, s'est avéré être un agent de la sécurité d'État cubaine, infiltré dans le milieu depuis 1960. Il a témoigné contre les dissidents, qu'il qualifie de « débutants, la plupart sans la moindre formation culturelle ».<sup>13</sup>

James Cason, représentant du *Bureau des Intérêts des États-Unis* à La Havane, coordonnait les activités des journalistes indépendants. Apparemment, leurs textes étaient souvent révisés par son bureau avant de sortir du pays. M. Cason leur transférait de l'argent de façon régulière, fonds provenant en partie de l'organisme américain *USAID*<sup>14</sup>, de la *National Endowment for Democracy*<sup>15</sup> et de *Cubamet*<sup>16</sup>. Ce financement remet en cause la crédibilité des articles écrits, plusieurs des auteurs étant attirés par le salaire, qui augmentait en conséquence du contenu. « Plus il y avait de groupes de soi-disant journalistes, mieux c'était. Plus ils criaient, mieux c'était... »<sup>17</sup>, résume M. Bager.

Felipe Pérez Roque, ministre cubain des relations extérieures, revendique pour Cuba « le droit de juger les mercenaires qui collaborent avec le blocus et avec la politique agressive de la superpuissance »<sup>18</sup>. Il accuse à son tour les États-Unis de violer les droits de l'homme par les conditions de détention des prisonniers du « camp de concentration » de Guantánamo, base américaine en sol cubain. Il rappelle finalement le cas des cinq prisonniers politiques cubains enfermés aux États-Unis, question soulevant toujours une grande controverse.

<sup>13</sup> Granma International, *Who believes in the myth of independent journalism ?*, <http://www.granma.cu/ingles/entrevistas/bager.html>, page consultée le 21 mars 2004

<sup>14</sup> <http://www.usaid.gov/press/factsheets/2004/fs040115.html>

<sup>15</sup> <http://www.ned.org/grants/02programs/highlights-lac.html>

<sup>16</sup> <http://www.cubamet.org/desdcuba.html>

<sup>17</sup> Entrevue de Rosa Míriam Elizalde et Luis Baez avec Nestor Bager, *Journalistes indépendants, indépendants de quoi ?*, [http://perso.club-internet.fr/vdedaj/cuba/independants\\_de\\_quoi.html](http://perso.club-internet.fr/vdedaj/cuba/independants_de_quoi.html), page consultée le 21 mars 2004

<sup>18</sup> Intervention du ministre Felipe Pérez Roque à la *Commission des droits de l'homme de Genève*, <http://www.granma.cu/frances/2004/marzo/mier17/discursosofelipe-f.html>, 17 mars 2004

La désinformation provient-elle seulement du gouvernement Castro ? La presse indépendante cubaine reçoit aussi de nombreuses critiques. On l'accuse d'être manipulée par le gouvernement américain et la mafia anti-castriste de Miami, dans une tentative de déstabilisation du régime. La compétence journalistique même des dissidents arrêtés est mise en doute.

Felipe Pérez Roque, ministre cubain des Relations extérieures, revendique pour Cuba "le droit de juger les mercenaires qui collaborent avec le blocus et avec la politique agressive de la superpuissance". Il accuse à son tour les États-Unis de violer les droits de l'Homme par les conditions de détention des prisonniers du "camp de concentration" de Guantanamo, base américaine en sol cubain.

## Rôles du journaliste et du citoyen

Une telle divergence de positions laisse place à l'inquiétude. Au-delà des considérations idéologiques entourant le débat, il est permis de questionner l'objectivité des médias impliqués. Le journaliste a le devoir de rapporter le plus fidèlement possible les faits. Il n'est pas l'unique intermédiaire entre la réalité et le public, mais il est sans doute l'un des plus importants. Les faits mentionnés ci-haut mettant en doute l'intégrité de certains journalistes, le simple citoyen se retrouve dans une situation pour le moins complexe. Dans un débat –et une société– où chaque partie manipule d'une façon ou d'une autre la vérité, c'est à l'individu que revient la responsabilité de choisir ses sources et de se méfier de la désinformation. À Cuba... comme ailleurs.



Le président-dictateur Fidel Castro ne tolère ni la liberté d'expression ni la dissidence. Il a fait arrêter et condamner 27 journalistes qui avaient lancé deux revues indépendantes à Cuba.